

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1920.

Proposition de loi

concernant l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

En séance du 23 avril 1876, MM. De Laet, Van Wambeke, Eug. de Kerckhove, Van der Donckt, Coomans et De Lehayé déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

L'article premier de cette proposition était conçu comme suit :

« Dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de Limbourg, dans l'arrondissement de Louvain et; sauf les réserves mentionnées à l'article 2, dans celui de Bruxelles, la langue flamande sera employée :

» A. Par les communes, pour les actes de l'état-civil, les règlements communaux, les procès-verbaux des séances du conseil communal et du collège des échevins, les procès-verbaux de police, les publications diverses, la correspondance administrative et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants;

» B. Par les provinces, pour les règlements provinciaux, les procès-verbaux des séances du conseil provincial et de la députation permanente, les publications diverses, la correspondance administrative avec les particuliers, les communes et autres administrations, qui, dans leurs relations officielles, font usage de la langue flamande, et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants;

» C. Par les administrations centrales, pour les avis, indications et renseignements qu'elles donneront au public par la voie de circulaires, affiches

» ou inscriptions, la correspondance des employés et fonctionnaires avec les
» particuliers, les communes, les provinces et les autres administrations qui,
» dans leurs relations officielles, feront usage de la langue flamande. »

La Section centrale de la Chambre, chargée de l'examen de cette proposition, ne se borna pas à proposer de l'adopter; elle demanda en même temps de renforcer une de ses dispositions : elle estimait qu'il y avait lieu pour la Chambre de décider que chaque citoyen belge, ne connaissant pas les deux langues, avait le droit d'exiger qu'il serait fait usage de la langue, qu'il connaissait, pour tous les actes et toutes les correspondances qui le concernaient.

Cependant, la Chambre ne se rallia pas à la proposition primitive, amendée par la Section centrale.

M. Thonissen estimait que les Chambres législatives ne devaient intervenir dans l'espèce que pour décréter l'usage obligatoire de la langue flamande pour les avis et les communications que les agents de l'État adresseraient au public. Il proposa d'amender dans ce sens la proposition de MM. De Laet, et consorts.

M. De Laet, mû par le désir de voir la Chambre se prononcer avant de se séparer, se rallia en principe à la proposition tendant à éliminer de sa proposition les dispositions qui visaient les administrations provinciales et communales.

Les lignes suivantes, extraites du rapport présenté au nom de la Section centrale de la Chambre chargée de l'examen des amendements de MM. Thonissen et De Laet, présentent de façon succincte les motifs qui déterminèrent la Chambre à se rallier à l'avis de M. Thonissen.

Les amendements de MM. Thonissen et De Laet « ont un côté commun :
» ils écartent du projet ce qui concerne les provinces et les communes.

» Cette simplification de la proposition est basée sur un double motif; la
» loi ne doit exercer sa tutelle sur les administrations provinciales et com-
» munes qu'avec la plus grande circonspection et seulement en cas de
» nécessité bien démontrée. D'autre part, lorsque le Gouvernement et ses
» fonctionnaires donneront l'exemple, feront de l'usage du flamand en pays
» flamand la règle, il est peu probable que cet exemple ne soit pas suivi par
» les provinces et les communes flamandes...

» On peut donc sans trop d'inconvénient ajourner tout ce qui tendait à
» obliger les administrations provinciales et communales à se servir du fla-
» mand en pays flamand.

» La Section centrale y a adhéré... »

Malgré une violente opposition, la Chambre et le Sénat se rallièrent à la manière de voir de M. Thonissen.

La loi du 22 mai 1878 sur l'emploi du flamand en matière administrative s'est bornée à décréter en principe :

a) que dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et dans l'arrondissement de Louvain les avis et les

communications que les fonctionnaires de l'État adressent au public seront rédigés soit en langue flamande, soit en langue flamande et en langue française ;

b) que les fonctionnaires de l'État correspondront en flamand avec les communes et avec les particuliers, à moins que ces communes ou ces particuliers ne demandent que la correspondance ait lieu en français ou n'aient eux-mêmes fait usage de cette langue dans leur correspondance.

II.

Cette loi n'a subi aucune modification depuis sa publication au *Moniteur*.

Elle n'a pas donné les résultats, qu'on attendait de son application et qu'elle ne pouvait d'ailleurs.

Il est incontestable, que les fonctionnaires persistent à vouloir faire usage de la langue française dans leurs rapports avec des Flamands ou avec des administrations de la partie flamande du pays. L'État n'a donc pas prêché d'exemple, comme on l'espérait en 1878.

Pour le surplus, la loi ne pouvait pas donner le résultat espéré, d'abord parce qu'elle manquait de la précision et de l'ampleur suffisantes. C'est ainsi, notamment, qu'en principe elle n'est pas applicable aux administrations soumises à la surveillance de l'État. D'autre part, les procureurs, les juges et les officiers peuvent prétendre qu'ils ne sont pas tenus de se conformer à ces prescriptions. Enfin, la loi ne vise pas les rapports entre l'État et les provinces.

En d'autres termes, les motifs, qui inspirèrent la proposition de MM. De Laet et consorts, restent toujours debout.

III.

Le soussigné, d'accord avec ses cosignataires, a l'honneur de soumettre de nouveau à la Chambre des Représentants la proposition de M. De Laet et d'attirer l'attention sur les développements que ce dernier présenta en 1876 et qui sont reproduits ci-après.

Les signataires sont persuadés que cette proposition accorde aux Flamands, en matière administrative, l'égalité des droits qu'ils réclament ; qu'elle assure incontestablement le maintien de l'unité de l'administration dans le pays, principe auquel ils n'entendent nullement déroger pas plus que M. De Laet et ses amis ; enfin, il est permis d'insister encore sur le fait, que la proposition est parvenue à rallier en 1876 et en 1878, après un examen approfondi, les représentants autorisés du mouvement flamand.

Voici le texte des développements présentés en 1876 par M. De Laet :

« La loi du 17 août 1873 a mis fin à la plupart des griefs des populations flamandes en matière de justice répressive. Sa mise en pratique n'a révélé aucun inconvénient sérieux et si elle n'a pas encore produit tous les fruits qu'on est en droit d'en attendre, c'est le sort de toutes les innovations ; le temps doit faire son œuvre.

» L'expérience cependant en est assez complète pour démontrer qu'avec un peu de bonne volonté il est facile de faire droit aux justes réclamations des Flamands. Dans la pratique judiciaire, l'application de la loi n'a rencontré aucun des obstacles, aucun des inconvénients qu'on en avait craints. Les difficultés ne seront pas plus grandes en matière d'administration qu'elles n'ont été pour les affaires judiciaires.

» Le moment est donc venu d'organiser l'emploi de la langue flamande par les autorités administratives, et de donner à l'article 23 de la Constitution une interprétation sérieuse et loyale, la seule d'ailleurs que l'on y puisse raisonnablement donner.

» C'est, en effet, à une vérité élémentaire que, par son article 23, la Constitution a voulu rendre hommage lorsque, pour l'emploi facultatif des langues usitées en Belgique, elle a établi nettement la distinction entre le citoyen, dont le droit est absolu, et le fonctionnaire administratif ou judiciaire, qui doit faire usage de la langue prescrite par la loi.

» Dans un pays libre, les fonctionnaires sont faits pour les citoyens. L'autorité qui les nomme et les rénumère doit exiger d'eux qu'ils soient capables de rendre tous les services qu'impliquent leurs fonctions; elle peut, dans ce but, formuler le programme des connaissances et des aptitudes requises.

» On ne contestera pas que la première, la plus indispensable aptitude que l'on doive exiger d'un fonctionnaire, c'est de comprendre le public et d'en être compris. Tout pays où les agents de l'autorité peuvent s'adresser aux administrés dans une langue que ceux-ci n'entendent point, est dans une situation anormale et violente. De tout temps et partout, la proscription ou même le dédain de la langue nationale a été le signe de la servitude; de tout temps et partout, le plus sûr moyen de supprimer, sans les exterminer, les nations vaincues a été de leur imposer la langue du conquérant. Trop souvent la Rome antique a eu recours à ce moyen, et de nos jours encore ces pays jadis puissants et glorieux, mais divisés plus tard et annexés à de grands empires, y résistent avec une douloureuse énergie.

» Des circonstances exceptionnelles, telles qu'on aurait peine à en trouver dans l'histoire un autre exemple, ont déterminé les populations flamandes à ne point réclamer, pendant les dix premières années qui ont suivi 1830, l'emploi de leur langue pour les affaires administratives et judiciaires.

» Ce sacrifice fait à ce qu'on pouvait croire être un besoin du pays né à peine et mal affermi, avait sa source dans un vif sentiment de patriotisme et non pas dans l'indifférence des populations ou dans un oubli de leur droit... Les lettres flamandes que l'indifférence, si elle avait pu exister, aurait fait négliger et condamner à l'impuissance, ont pris, pendant cette période même, un vigoureux essor et, on peut le dire, une vie nouvelle. On ne court aucun risque d'être accusé d'exagération en affirmant que les travaux des auteurs flamands qui ont débuté alors ont puissamment contribué à propager et à consolider en Europe le renom littéraire de notre pays.

» Aussitôt que le Traité de Paix avec la Hollande fut venu rendre sans objet, et dès lors sans justification, un sacrifice aussi magnanime que pénible, les populations flamandes s'empressèrent de revendiquer un droit qu'elles avaient bien entendu ne point laisser périmer.

» On sait ce que fut le pétitionnement national de 1840 et quelles circonstances rendirent nécessaire cette longue suite d'efforts et de luttes connue sous le nom de mouvement flamand.

» Certes, ce mouvement n'aurait jamais dû se produire si, après une période de dix années, la situation de droit avait pu demeurer entière, qu'elle n'eût pas été dominée et pour ainsi dire remplacée par une situation de fait dont il était difficile de ne point tenir compte.

» Étrangère à l'administration centrale, peu employée par les agents de l'État dans les régions où elle se parle, placée au second rang par les administrations des provinces et par celles des villes qui imitaient l'administration supérieure et se montraient désireuses de faciliter leurs relations avec celle-ci, la langue flamande avait cessé d'être indispensable aux fonctionnaires de tout ordre et de tout rang. Par cela même, l'étude en avait été négligée. Si dans les écoles primaires elle n'avait pas cessé d'être prédominante, elle n'avait obtenu dans l'enseignement moyen qu'une place secondaire; dans les Universités, dont les programmes étaient surchargés de matières à examen, elle n'avait guère figuré que pour mémoire et fait l'objet d'un cours facultatif.

» Et encore ce cours, donné parfois très irrégulièrement et d'une façon intermittente, avait-il été peu suivi par des élèves à qui il ne pouvait être utile ni pour l'obtention du diplôme, ni pour le barreau, ni pour la magistrature, ni pour la carrière administrative.

» D'autre part, l'exclusion de la langue avait permis l'admission partout et à tous les emplois des fonctionnaires qui, nés dans les provinces wallonnes, ignoraient cette langue à leur début et n'avait éprouvé depuis aucun besoin de se la rendre familière.

» On se trouvait ainsi placé en présence d'une situation pleine de difficultés.

» Les fonctionnaires wallons, à qui on n'avait point imposé comme une condition d'admissibilité la connaissance de la langue flamande, pouvaient invoquer leurs droits acquis et prétendre que l'adage « possession vaut titre » n'est pas seulement applicable à la richesse mobilière; les fonctionnaires flamands, eux-mêmes avaient les uns reçu des notions littéraires insuffisantes, les autres perdu l'habitude d'écrire leur langue maternelle.

» Il fallut tenir compte de cet état de choses. Les populations flamandes patientèrent; mais non sans accentuer toujours davantage la revendication de leurs droits.

» Il vous a paru, Messieurs, que cette longue instance devait recevoir satisfaction. Vous vous êtes dit que si de 1830 à 1840 les fonctionnaires publics ont pu croire de bonne foi que jamais la loi ne viendrait exiger la connaissance de la langue flamande pour le service public en pays flamand, cette illusion avait dû tomber devant les réclamations énergiques et générales contre une pratique abusive; vous avez voulu mettre fin à la violation du premier et du plus précieux des droits d'un peuple libre. Mais unissant la prudence à la justice, vous avez cru devoir procéder graduellement au redressement de nos griefs et la loi du 17 août 1875 a été une première étape dans la voie de la réparation.

» La date que porte cette loi n'est pas encore assez éloignée pour qu'il soit besoin de rappeler les débats auxquels elle a donné lieu. Il suffit de constater, comme nous avons pu le faire tout à l'heure, qu'aucun des inconvénients que ses adversaires en avaient prévus ne s'est produit dans la pratique; que le parquet et le barreau s'y accommodent sans trop de peine; que la magistrature assise l'a acceptée sans défaveur et que, grâce à un peu de bonne volonté et d'indulgence de part et d'autre, des difficultés, que l'on disait devoir être insurmontables ont été facilement aplanies.

» Le succès de cette première expérience garantit la pleine réussite des mesures qui nous restent encore à prendre. On peut même assurer qu'en matière administrative les difficultés du début seront moins sensibles qu'elles n'ont été en matière judiciaire. Devant les tribunaux, c'est la langue oratoire, la langue correcte, ornée, brillante, parfois émue, mais toujours précise, qu'imposait la loi; pour l'administration elle ne pourra réclamer que l'emploi verbal de la langue usitée dans les relations journalières et, s'il s'agit de pièces écrites, celui de la langue des affaires. Il ne faut, soit pour l'un soit pour l'autre, ni un talent spécial, ni de bien longues études préparatoires; un peu de grammaire suffit.

» Du reste, l'examen des propositions que nous avons l'honneur de vous soumettre vous prouvera, Messieurs, que nous nous sommes attachés à rendre aussi facile que possible l'application du principe qui est la base même du projet de loi et qui veut que le pays flamand soit administré en flamand, « In Vlaanderen Vlaamsch ».

» L'article 1^{er} règle l'usage de la langue flamande dans les provinces où cette langue est celle de la généralité des habitants et où l'immense majorité des citoyens n'en comprend pas d'autre.

» On pourrait, sans excéder le droit, ordonner que tous les actes des communes et des provinces y fussent faits en langue flamande, de manière à y donner à cette langue la même valeur et les mêmes prérogatives qu'à la langue française dans les provinces wallonnes.

» Nous n'avons pas cru que pour faire droit aux justes réclamations des Flamands, il fût nécessaire d'aller jusque là. Nous avons donc limité pour chacune des trois branches de l'administration l'emploi de la langue flamande à ceux des actes que les habitants ont un intérêt direct à connaître et aux documents que le citoyen, au vœu de la loi, doit toujours être admis à consulter.

» La commune et la province demeurent donc libres de se servir de la langue qui leur convient, tant pour les discussions des conseils et collèges, pour la correspondance avec d'autres autorités lorsque celles-ci ne se servent pas du flamand, que dans leurs relations avec leurs employés, leurs avocats, leurs entrepreneurs, en un mot, avec toutes les personnes qui n'ont avec elles que des rapports privés.

» Sans doute, l'article 23 de la Constitution autorise le législateur à s'immiscer dans ces rapports et à régler, en ce qui les concerne, l'emploi de la langue; mais la nécessité d'une réglementation se fait sentir ici moins impérieusement, et il est probable que lorsque la loi aura généralisé l'emploi du

flamand dans les rapports des autorités avec les particuliers et le public, les relations des autorités entre elles et avec leurs employés auront lieu de façon à ne point soulever de plaintes.

» Quant à l'administration centrale, nous avons cru ne devoir vous proposer que le strict nécessaire. Peut-être sera-t-il convenable plus tard d'examiner s'il ne serait pas grandement utile de publier dans les deux langues la partie officielle du *Moniteur*? Il va de soi que par « administration centrale » on ne peut entendre que les bureaux des ministères et que les fonctionnaires des divers services résidant dans les provinces flamandes seront astreints à se servir du flamand dans leurs rapports avec le public et, si la demande leur en est faite, avec les autorités provinciales et communales et les particuliers.

» Par l'article 2, un régime spécial est prescrit pour la ville de Bruxelles et pour le groupe de communes suburbaines que l'on désigne d'habitude sous le nom d'agglomération bruxelloise.

» Il suffit de relire les discussions qui ont précédé le vote de la loi du 17 août 1873, pour se convaincre qu'aucune des considérations par lesquelles a été motivée l'exception faite pour les cours de Bruxelles en matière judiciaire, ne peut être invoquée pour justifier une exception analogue sur le terrain administratif. Mais ce qui nous a déterminés à ne point astreindre le groupe bruxellois aux obligations qui incombent aux localités purement flamandes, c'est que la population de langue française, sans y être, bien s'en faut, en majorité, y est cependant très nombreuse et y prend une large part à la vie publique.

« Le français continuera donc d'y être la langue officielle de l'administration, à moins que celle-ci n'en décide autrement. Seulement, les actes que la généralité des citoyens a droit ou intérêt à connaître, seront accompagnés d'une traduction et ceux des habitants à qui la langue de l'administration serait moins familière pourront correspondre avec les autorités communales sans devoir prendre leur recours à un interprète.

» On ferait donc erreur, Messieurs, si l'on supposait que les mesures mentionnées aux articles 1 et 2, seront d'une application difficile. Pour l'administration centrale comme pour l'agglomération bruxelloise, elles ne nécessiteront que l'adjonction d'un petit nombre de traducteurs au personnel actuel des bureaux ; c'est dire que les charges qu'elles entraînent se réduisent à une dépense relativement légère à inscrire aux budgets.

» Nous disons que la dépense sera légère ; mais même à supposer qu'elle dût être plus ou moins considérable, nous avons la confiance qu'il ne se trouverait pas, dans une Chambre belge, un seul esprit assez peu libéral pour sacrifier à une question d'argent le droit le plus précieux, le plus incontestable du citoyen ou, pour mieux dire, le droit sans le plein exercice duquel il ne saurait y avoir de citoyen libre.

« Dans les provinces et les localités flamandes, l'exécution de la loi que nous avons l'honneur de vous proposer ne rencontrera pas d'obstacle sérieux. Tout au plus pourra-t-elle froisser certains intérêts peu légitimes et troubler quelques habitudes ; mais les résistances, si toutefois il y en a, ne tarderont pas à cesser. Ici nous parlons d'expérience. Depuis quelque temps

la province d'Anvers a décrété que le flamand serait la langue officielle de l'administration et il y a des années déjà que la même résolution a été prise par certaines villes, parmi lesquelles nous sommes heureux d'avoir à citer en première ligne Anvers et Alost. Le changement s'est fait sans secousse, sans froissement et sans rendre nécessaire le moindre remaniement du personnel.

» Il en sera ainsi partout. Déjà dans bon nombre de provinces et de communes, il est de règle de se servir des deux langues pour les rapports avec le public, et, selon l'occurrence, soit de l'une soit de l'autre pour les relations avec les particuliers.

» L'article 3, élargi d'ailleurs par l'article 4, permet de ne rien innover à cet égard. La seule modification à apporter à l'état actuel des choses, c'est de rendre à la langue maternelle des populations flamandes la prééminence qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

» A ce propos on voudra bien nous permettre de faire remarquer que les signataires du projet de loi, tout en s'attachant à restituer à la grande majorité des Belges l'usage d'un droit imprescriptible, se sont complu à ménager dans la mesure du possible les convenances de leurs compatriotes wallons qui habitent les provinces auxquelles la loi sera applicable.

L'article 4 porte que lorsqu'un particulier habitant le pays flamand demandera que les autorités se servent, en ce qui le concerne, de la langue française, il pourra être fait droit à son désir.

» S'il n'est pas dit que les autorités y devront faire droit, c'est qu'imposer une telle obligation serait, en certains cas, demander l'impossible, car beaucoup de nos administrations rurales ne sauraient se servir d'une autre langue que le flamand.

» Nous sommes d'ailleurs persuadés que partout où l'on pourra obtempérer à la demande d'un Wallon établi dans des provinces flamandes, on s'empressera de le faire. Les Flamands ont trop vivement senti les inconvénients qui résultent d'actes administratifs que les intéressés ne peuvent comprendre, pour n'y point soustraire leurs compatriotes wallons chaque fois que cela sera possible.

» Les ménagements que nous prenons en plein pays flamand, à l'égard des citoyens qui emploient plus volontiers le français, ménagements pour lesquels nous ne réclamons pas même la réciprocité, témoignent de notre ferme volonté de ne point étendre au-delà du strict nécessaire la revendication du droit des populations flamandes.

Les articles 5 et 6 sont de simples articles complémentaires et n'ont pas besoin de justification.

» Enfin, pour que les mesures d'exécution, faciles d'ailleurs, puissent être prises à loisir, nous fixons, par l'article 7, la mise en vigueur de la loi au 1^{er} janvier qui suivra sa publication.

» Les signataires du projet de loi, Messieurs, sont convaincus que la Chambre tiendra à régler convenablement l'emploi de la langue flamande en matière administrative, comme elle l'a fait en matière judiciaire. Par la modération de leur proposition, ils croient lui avoir facilité l'accomplissement de sa tâche. »

IV.

Nous avons toutefois cru nécessaire d'apporter à la proposition de MM. De Laet et consorts les modifications suivantes :

1. A l'article 1^{er}, litt. *A, B, C*, nous faisons précéder l'énumération des documents ou des affaires qui doivent être rédigés ou traités en flamand, du mot : *notamment*, pour mieux faire ressortir le principe dont la proposition s'inspire : Pour les Flamands et pour le pays flamand, les affaires doivent être traitées dans la langue du peuple. L'énumération n'est pas limitative; elle n'est insérée dans la loi qu'à titre exemplatif.

2. En tête du littéra *C* de l'article premier, nous insérons une disposition, aux termes de laquelle la loi est obligatoire non seulement pour les administrations centrales, mais aussi par toutes les administrations soumises à la surveillance de l'État ou organisées par l'État, telles que la Banque Nationale, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale des Distributions d'Eau potable, etc.

3. A la fin du même littéra *C*, nous ajoutons une phrase tendant à faire ressortir clairement que les membres de l'ordre judiciaire ou les agents appartenant à l'armée sont également tenus de se conformer à la loi, lorsqu'ils ont à traiter des affaires d'ordre administratif.

LIONEL PUSSEMIER.

WETSVOORSTEL

betreffende het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken.

EERSTE ARTIKEL.

In de provinciën Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg, in het arrondissement Leuven en, behoudens de uitzonderingen bepaald bij artikel 2, in het arrondissement Brussel, wordt de Vlaamsche taal gebruikt :

A. Door de gemeenten, namelijk voor de akten van den burgerlijken stand, de gemeenteverordeningen, de verslagen der vergaderingen van den gemeenteraad en van het schepencollegè, de processen-verbaal van de politie, de verscheidene bekendmakingen, de bestuursbriefwisseling en voor alle akten, welke de ingezetenen in 't algemeen aanbelangen ;

B. Door de provinciën, namelijk voor de provinciale verordeningen, de verslagen der vergaderingen van den provincialen raad en van de Bestendige Deputatie, de verscheidene bekendmakingen, de bestuursbriefwisseling met de bijzonderen, de gemeentebesturen en de andere besturen die zich in hunne officiele betrekkingen bedienen van de Vlaamsche taal, en voor alle akten, welke de ingezetenen in 't algemeen aanbelangen ;

C. Door de middenbesturen van den Staat en door de besturen die onder het toezicht van den Staat staan of door den Staat zijn inge-

PROPOSITION DE LOI

concernant l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

ARTICLE PREMIER.

Dans les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale, de l'arrondissement de Louvain et, sauf les réserves mentionnées à l'article 2, dans celui de Bruxelles, la langue flamande sera employée :

A. Par les communes, notamment pour les actes de l'état civil, les règlements communaux, les procès-verbaux des séances du conseil communal et du collège échevinal, les procès-verbaux de police, les publications diverses, la correspondance administrative et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants ;

B. Par les provinces, notamment pour les règlements provinciaux, les procès-verbaux des séances du conseil provincial et de la députation permanente, les publications diverses, la correspondance administrative avec les particuliers, les communes et autres administrations, qui, dans leurs relations officielles, font usage de la langue flamande, et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants ;

C. Par les administrations centrales de l'État et par les administrations soumises à la surveillance de l'État ou organisées par l'État,

richt, namelijk voor de berichten, aanwijzingen en inlichtingen welke zij aan het publiek geven door middel van omzendbrieven, plakbrieven of opschriften, de briefwisseling van de beambten, van de ambtenaren en van alle aangestelden door den Staat bezoldigd, in bestuurlijke, rechterlijke en militaire aangelegenheden, met de bijzonderen, de provinciën, de gemeenten en de andere besturen welke zich, in hunne officieele betrekkingen, van de Vlaamsche taal willen of zullen bedienen.

ART. 2.

De Provincie Brabant, de Stad Brussel, de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Sint-Gillis, Elsene, Sint-Joost-ten-Noode, Laken, Sint-Jans-Molenbeek en Schaarbeek, alsook de beambten die er van afhangen, mogen de verslagen van de vergaderingen der verscheidene raden en colleges, de verordeningen en andere akten der bestuursoverheid in het Fransch opstellen. In dit geval wordt bij de stukken eene Vlaamsche vertaling gevoegd.

Niettemin moeten de berichten, aanwijzingen en inlichtingen, door middel van omzendbrieven, plakbrieven of opschriften gegeven, in de twee talen luiden en de bestuursbriefwisseling der beambten en ambtenaren met de bijzonderen of met de besturen in de Vlaamsche taal geschieden ingeval die particulieren of besturen zulks vragen.

ART. 3.

In de bij artikel 1 vermelde provinciën staat het den overheden vrij de bestuursakten en bestuurs-

notamment pour les avis, indications et renseignements qu'elles donneront au public par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions, la correspondance des employés, des fonctionnaires et de tous autres agents rémunérés par l'État, en matière administrative, judiciaire et militaire, avec les particuliers, les provinces, les communes et les autres administrations qui, dans leurs relations officielles, entendent faire usage ou feront usage de la langue flamande.

ART. 2.

La province de Brabant, la ville de Bruxelles, les communes d'Anderlecht, Etterbeek, Saint-Gilles, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Laeken, Molenbeek-St-Jean et Schaerbeek et les employés qui en dépendent, pourront rédiger en français les procès-verbaux des séances des séances des divers conseils et collèges, les règlements et autres actes de l'autorité administrative. En ce cas, ces documents seront accompagnés d'une traduction flamande.

Néanmoins, les avis, indications et renseignements donnés par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions seront publiés dans les deux langues et la correspondance administrative des employés et fonctionnaires avec les particuliers ou les administrations se fera en langue flamande, si ces particuliers ou administrations le demandent.

ART. 3.

Dans les provinces dénommées à l'article 1^{er}, il sera toujours loisible aux autorités de traduire en fran-

stukken in het Fransch te vertalen en in beide talen te gelijk bekend te maken.

ART. 4.

Wordt door een particuliere gevraagd dat de hem betreffende akte in het Fransch worde opgesteld, dan zal dit mogen geschieden.

ART. 5.

De voorschriften, voorkomende in littera A, artikel 1, zijn toepasselijk op de gemeenten der provinciën Henegouw en Luik, waar het Vlaamsch de door de algemeenheid der inwoners gesproken taal is.

ART. 6.

In de gemeenten der bij artikel 1 vermelde provinciën, waar de Fransche taal die van de algemeenheid der inwoners is, worden de bestuurszaken in die taal behandeld.

ART. 7.

Deze wet wordt verbindend met ingang van den 1^{er} Januari na hare bekendmaking.

çais et de publier simultanément dans les deux langues, les actes et documents administratifs.

ART. 4.

Lorsqu'un particulier demandera que l'acte qui le concerne soit rédigé en français, il pourra en être ainsi.

ART. 5.

Les prescriptions comprises dans le littera A, article 1^{er}, sont applicables aux communes des provinces de Hainaut et de Liège, où le flamand est la langue parlée par la généralité des habitants.

ART. 6.

Dans les communes des provinces mentionnées à l'article 1^{er}, où la langue française est celle de la généralité des habitants, les affaires administratives seront traitées en cette langue.

ART. 7.

La présente loi sera obligatoire le 1^{er} janvier qui suivra sa publication.

Lionel PUSSEMIER.

A. VAN CAUWENBERGH.

J.-M. VERACHTERT.

R. COLAERT.

G. ROYERS.

Edmond DOMS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1920.

Wetsvoorstel

betreffende het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken.

TOELICHTING

MIJNE HEREN,

I.

In den loop der Kamerzitting van 23 April 1876 werd door de heeren De Laet, Van Wambeke, E. de Kerckhove, van der Donckt, Coremans en De Lehayé een wetsvoorstel ingediend betreffende het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken.

Het eerste artikel van dit voorstel luidde als volgt :

« In de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg, in het arrondissement Leuven en, behoudens de uitzonderingen bij artikel 2 bepaald, in het arrondissement Brussel, zal de Vlaamsche taal gebezigd worden :

» A. Door de gemeenten, voor de akten van den burgerlijken stand, de gemeentelijke verordeningen, de verslagen der zittingen van den gemeenteraad en van het schepencollege, de processen-verbaal van politie, de verschillende afkondigingen, de bestuurlijke briefwisseling en voor alle akten de algemeenheid der ingezetenen aanbelangende :

» B. Door de provinciën, voor de provinciale verordeningen, de verslagen der zittingen van den Provincieraad en van de Bestendige Deputatie, de verschillende afkondigingen, de bestuurlijke briefwisseling met de bijzonderen, de gemeenten en de andere besturen die zich in hunne officieele betrekkingen van de Vlaamsche taal bedienen, en voor alle akten de algemeenheid der ingezetenen aanbelangende.

» C. Door de middenbesturen, voor de berichten, aanwijzingen en inlichtingen, welke zij zullen geven door middel van omzendbrieven, plakkatens of opschriften, de briefwisseling der beambten en ambtenaars met bijzonderen, de gemeenten, de provinciën en de andere besturen, welke zich in hunne officieele betrekkingen van de Vlaamsche taal zullen bedienen. »

De Middenafdeeling der Kamer, die het voorstel onderzocht, stelde niet alleen met algemeene stemmen het aannemen voor; zij vroeg ook de verscherping van eene der bepalingen en was van oordeel dat de Kamer zou moeten beslissen dat elke Belgische burger, die de beide talen niet machtig was, het recht had te eischen, dat voor alle akten en briefwisselingen, die hem aangingen, de door hem gekende taal zou gebruikt worden.

Het oorspronkelijk voorstel met de wijziging der Middenafdeeling werd nochtans door de Kamer niet aangenomen.

De heer Thonissen was van oordeel dat de Wetgevende Kamers er zich moesten bij bepalen, te beslissen dat het gebruik der Vlaamsche taal verplichtend zou zijn voor de berichten en de mededeelingen, welke de Staatsbeambten tot het publiek zouden richten. Hij stelde voor, het voorstel van den heer De Laet c. s. in dien zin te wijzigen.

De heer De Laet, wenschende dat de Kamer uitspraak zou doen alvorens uiteen te gaan, stemde in beginsel er in toe, de bepalingen, die op provinciale besturen en op gemeentebesturen toepasselijk waren, uit zijn voorstel weg te laten.

In de volgende regelen ontleend aan het verslag, door de Middenafdeeling der Kamer, die het oorspronkelijk voorstel onderzocht, uitgebracht over de amendementen van de heeren Thonissen en De Laet, zijn samengevat vele der redenen, die de Kamer er toe brachten zich met de zienswijze van den heer Thonissen te vereenigen.

» De amendementen van de heeren Thonissen en De Laet stemmen » overeen in één opzicht, namelijk, waar zij uit het ontwerp weglaten wat » de provinciën en de gemeenten aangaat.

» De vereenvoudiging van het voorstel steunt op eene dubbele beweeg- » reden : de wet moet haar voogdijschap over de provinciale besturen en de » gemeentebesturen slechts met de grootste omzichtigheid uitoefenen en » alleen wanneer zulks volstrekt noodzakelijk is. Anderzijds, wanneer de » Regeering en hare ambtenaren het voorbeeld zullen geven, het gebruik » van de Vlaamsche taal in het Vlaamsche land als regel te stellen, zal dit » voorbeeld hoogst waarschijnlijk door de Vlaamsche provinciën en gemeen- » ten worden nagevolgd....

» Men kan dus zonder al te groot bezwaar verdagen al wat er toe strekte, » de provinciale besturen en de gemeentebesturen te verplichten gebruik » te maken van de Vlaamsche taal in het Vlaamsche land.

» De Middenafdeeling vereenigde zich met deze zienswijze. »

De zienswijze van den heer Thonissen werd, ondanks hevige tegenkantingen, door de Kamer en door den Senaat aangenomen.

De wet van 22 Mei 1878 op het Vlaamsch in bestuurszaken heeft dus in beginsel uitsluitend bepaald :

a) dat in de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg en in het arrondissement Leuven de berichten en mededeelingen, welke de Staatsbeambten tot het publiek richten, in het Vlaamsch ofwel in het Vlaamsch en in het Fransch moeten luiden ;

b) dat de Staatsambtenaars in het Vlaamsch moeten schrijven aan gemeenten en particulieren, tenzij deze gemeenten en particulieren vragen dat de briefwisseling in het Fransch zou geschieden of zij zelf in hunne briefwisseling deze taal gebruiken.

Deze wet is, sinds hare bekendmaking in het *Staatsblad*, ongewijzigd gebleven.

II.

Gezegde wet had niet den uitslag, welken men van hare toepassing verhoopde; zij kon overigens dien uitslag niet hebben.

Het is onbetwistbaar dat ambtenaars de Fransche taal willen gebruiken in hunne betrekkingen met Vlamingen of met besturen uit het Vlaamsch gedeelte van het land. De Staat heeft dus het voorbeeld, dat men in 1878 van hem verwachtte, hoegenaamd niet gegeven.

Verder kon de wet den gewenschten uitslag niet hebben, vooreerst, omdat zij niet duidelijk genoeg is en zich niet ver genoeg uitstrekt. Zóó, bij voorbeeld, is zij in beginsel niet toepasselijk op besturen die staan onder het toezicht van den Staat. Zóó ook kunnen procureurs, rechters en officieren beweren dat zij hare bepalingen niet moeten naleven. Zóó nog geldt de wet niet voor de betrekkingen tusschen den Staat en de provinciën.

Met andere woorden, de redenen, waarop de heeren De Laet e. s. hun voorstel steunden, gelden thans nog.

III.

De ondergeteekende heeft de eer, met zijne medeonderteekenaars, het voorstel van den heer De Laet opnieuw aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor te leggen en de aandacht te vestigen op de toelichting, reeds in 1876 door hem opgesteld en waarvan de vertaling hier volgt.

Naar de bescheiden meening van de onderteekenaars, geeft bedoeld voorstel op bestuursgebied aan de Vlamingen de gelijkheid van rechten, die zij verlangen te bekomen, en waarborgt het zonder eenigen mogelijken twijfel het behoud der eenheid van het bestuur in het land, een beginsel waarvan zij, zoowel als de heer De Laet en zijne vrienden, in het minste deel niet willen afzien; eindelijk, mag men nog aandringen op het feit, dat het voorstel in 1876 en in 1878 de proef heeft doorstaan van een grondig onderzoek door gezaghebbende vertegenwoordigers van de Vlaamsche beweging.

Hier volgt nu de toelichting, door den heer De Laet in 1876 geschreven :

« De wet van 17 Augustus 1873 heeft een einde gesteld aan meest al de grieven der Vlaamsche bevolking in strafzaken. Hare toepassing gaf tot geen enkel ernstig bezwaar aanleiding en, zoo zij tot nog toe niet al de vruchten afwierp welke men daarvan mag verwachten, dan is dit het geval met elke nieuwigheid; de tijd moet dat beteren.

» Proefondervindelijk is nochtans voldoende bewezen dat men, met een weinig goeden wil, zonder moeite voldoening geven kan aan de rechtmatige eischen der Vlamingen. Voor de rechtbanken ontmoette de toepassing der wet geen enkel der geduchte hinderpalen of bezwaren. De moeilijkheden zullen niet grooter zijn in bestuurszaken dan zij het waren in rechtszaken.

» De tijd is dus gekomen om het gebruik van de Vlaamsche taal door de bestuursoverheden te regelen en artikel 23 der Grondwet op ernstige en eerlijke wijze te verklaren, zooals overigens dit artikel redelijkerwijze alleen kan verklaard worden.

« Inderdaad, bij haar artikel 23 wilde de Grondwet een hoogst eenvoudige waarheid huldigen, toen zij, voor het vrije gebruik der in België gebezigde talen, nauwkeurig het onderscheid bepaalde tusschen den burger, wiens recht volkomen is, en den bestuurs- of rechtsambtenaar die de bij de wet voorgeschreven taal moet gebruiken.

» In een vrij land zijn de ambtenaren aangesteld ten dienste van de burgers. De overheid, die ze benoemt en bezoldigt, moet van hen eischen dat zij bekwaam zijn al de diensten te bewijzen, welke hun ambt medebrengt; daartoe mag zij het programma van de vereischte kundigheden en bekwaamheden bepalen.

» Men zal niet betwisten dat de eerste, de onontbeerlijkste bekwaamheid, welke van een ambtenaar moet vereischt worden, is, dat hij het publiek zou verstaan en door het publiek zou verstaan worden. Ieder land, waar de overheidsbeambten zich tot de ingezetenen mogen richten in eene taal welke dezen niet verstaan, bevindt zich in een abnormalen en gedwongen toestand. Te allen tijde en overal was de verbanning en zelfs de misachting van 's lands taal het teeken van de ondergeschiktheid; te allen tijde en overal bestond het zekerste middel om de overwonnen natiën te doen verdwijnen zonder ze uit te roeien, hierin dat men haar de taal van den overwinnaar opdrong. Het oude Rome nam al te dikwerf zijn toevlucht tot dit middel, en heden ten dage nog weerstaan deze landen, weleer machtig en roemrijk, doch later verdeeld en bij groote keizerrijken ingelijfd, met eene pijnlijke krachtdadigheid.

» Uitzonderlijke omstandigheden, waarvan men moeilijk een voorbeeld in de geschiedenis zou aantreffen, hebben de Vlaamsche bevolking er toe gebracht om, gedurende de eerste tien jaren na 1830, het gebruik harer taal voor de bestuurs- en rechtszaken niet te eischen.

» Deze opoffering, gedaan om den wille van wat men kon meenen een behoefte te zijn van het nauwelijks geboren en nog niet volkomen bevestigd land, was het gevolg van een innig gevoelen van vaderlandsliefde, geenszins van de onverschilligheid der bevolking of van eene verzaking van haar recht. De Vlaamsche letterkunde, welke wegens de onverschilligheid, zoo zij had kunnen bestaan, zou verwaarloosd en tot onmacht gedoemd geweest zijn, heeft, gedurende dit tijdsverloop zelf, een machtige vlucht genomen en zelfs een nieuw leven begonnen. Men stelt zich niet bloot, van overdrijving te worden beschuldigd wanneer men beweert dat de werken van de Vlaamsche schrijvers, die toen opkwamen, er machtig toe bijdroegen om den letterkundigen naam van ons land in Europa te verbreiden en te vestigen.

» Zoodra zulk een edelmoedig als pijnlijk offer doelloos en bijgevolg ook ongewettigd was geworden na het vredesverdrag met Nederland, stelde de Vlaamsche bevolking er dadelijk prijs op, een recht op te eischen, dat zij geenszins wenschte te laten vervallen.

» Men herinnert zich nog het nationale petitionnement in 1840 en de omstandigheden welke aanleiding hebben gegeven tot die aanhoudende pogingen, tot dien voortdurenden strijd, beter gekend onder den naam van *Vlaamsche Beweging*.

» Voorwaar, die beweging hadde nooit moeten ontstaan, indien, na een tijdperk van tien jaren, de rechtstoestand onverkort gebleven ware, indien hij niet overheerscht en om zoo te zeggen vervangen werd door een feitelijken toestand, dien het moeilijk zou geweest zijn niet in aanmerking te nemen.

» Vreemd zijnde aan het hoofdbestuur, weinig gebruikt door de Staatsbeambten in de streek waar zij gesproken wordt, op den tweeden rang geplaatst door de provinciale besturen en door de stedelijke besturen welke het hoofdbestuur navolgden en verlangden hunne betrekkingen met dit laatste te vergemakkelijken, had de Vlaamsche taal opgehouden onontbeerlijk te zijn aan de ambtenaren van alle slag en rang. Het gevolg daarvan was dat zelfs de studie er van verwaarloosd werd. Zoo zij in de lagere scholen niet opgehouden had overwegend te zijn, in de middelbare school echter was zij steeds ondergeschikt gebleven; in de hoogeschoolen, waarvan de programma's overladen waren met vakken waarover examen moest afgelegd worden, kwam zij enkel *pro memorie* in aanmerking en werd zij als niet verplichtend vak onderwezen.

» Bovendien werd die leergang, welke soms zeer onregelmatig en nu en dan eens werd gegeven, weinig gevolgd door leerlingen, voor wie hij niet nuttig kon wezen, noch tot het bekomen van het diploma, noch voor de balie, noch voor de magistratuur, noch voor het bestuur.

» Anderzijds had de buitensluiting van de taal toegelaten, overal en voor alle betrekkingen ambtenaren aan te stellen, die, in de Waalsche provinciën geboren, deze taal bij hunne benoeming niet kenden en sinds niet de behoefte hadden gevoeld dezelfde aan te leeren.

» Zooó bevond men zich tegenover een zeer bezwaarlijken toestand.

» De Waalsche ambtenaren, wien men de kennis van het Vlaamsch niet had opgelegd als een vereischte tot aanstelling, konden hunne verworven rechten inroepen en beweren dat het slagwoord « bezit geldt als titel » niet enkel van toepassing is op het roerend vermogen; de Vlaamsche beambten zelven hadden ofwel slechts onvoldoende letterkundige begrippen opgedaan, ofwel de gewoonte verloren hunne moedertaal te schrijven.

» Met dien toestand diende rekening te worden gehouden. De Vlaamsche bevolking oefende geduld, doch niet zonder den eisch van hunne rechten steeds meer te doen gelden.

» Het scheen u toe, Mijne Heeren, dat aan dit lange aandringen gevolg moest gegeven worden. Gij waart er bij u zelve van overtuigd dat, zoo de openbare ambtenaren van 1830 tot 1840 te goeder trouw konden meenen dat de kennis van het Vlaamsch voor den openbaren dienst in het Vlaamsche land nooit door de wet zou vereischt worden, deze gedachte moest wijken voor de krachtdadige en algemeene klachten tegen een misbruik; gij hebt een einde willen stellen aan de scheiding van het eerste en kostbaarste recht

van een vrije volk. Doch, omzichtig en tevens rechtvaardig handelende, hebt gij gemeend geleidelijk te moeten ingrijpen om onze grieven te herstellen, en de wet van 17 Augustus 1873 was de eerste stap op den weg van het herstel.

De dag, waarop deze wet werd ingevoerd, is nog niet verwijderd genoeg om de debatten, waartoe zij aanleiding gaf, in herinnering te moeten brengen. Het volstaat vast te stellen, zooals wij dit hierboven konden doen, dat geen der bezwaren welke, naar hare bestrijders, daaruit zouden ontstaan, zich in de praktijk heeft voorgedaan; dat het parket en de balie zich zonder te veel moeite daarnaar hebben geschikt; dat de magistratuur haar zonder wantrouwen heeft aanvaard en dat, dank zij een weinig goeden wil en toegewendheid van beide zijden, de zoogezegde onoverkomelijke moeilijkheden als vanzelf uit den weg gernimd werden.

« Het slagen van deze eerste proefneming waarborgt het volkomen goed gelukken van de maatregelen, welke nog moeten getroffen worden; men kan zelfs verzekeren dat, in bestuurszaken, de bezwaren bij den aanvang minder gevoelig zullen zijn dan die in gerechtszaken. Voor de rechtbanken is het de redenaarstaal, de zuivere, opgesmukte, schitterende, soms roerende, doch altoos nauwkeurige taal, welke de wet oplegt; voor het bestuur kan zij slechts eischen dat de gewone omgangstaal mondeling gebruikt worde en, zoo het geschreven stukken betreft, het gebruik van de zakentaal. Voor deze evenals voor gene zijn er noch een bijzonder talent, noch lange voorbereidende studiën noodig: daartoe volstaat een weinig grammatica.

» Uit het onderzoek van de voorstellen die wij de eer hebben, Mijne Heeren, u te onderwerpen, zal overigens blijken, dat wij er naar streefden, de practische toepassing zoo gemakkelijk mogelijk te maken van het beginsel, dat de grondslag zelf is van het wetsontwerp en krachtens hetwelk het Vlaamsche land in het Vlaamsch moet bestuurd worden: *In Vlaanderen Vlaamsch.*

» Door artikel 1 wordt het gebruik der Vlaamsche taal geregeld in de provinciën, waar deze taal de taal is van de inwoners in het algemeen en waar de overgrootste meerderheid der burgers er geene andere verstaat.

» Zonder het recht te buiten te gaan, zou men kunnen voorschrijven dat al de akten van gemeente en provincie er in het Vlaamsch moeten opgesteld worden, derwijze dat aldaar aan deze taal dezelfde waarde en dezelfde voorrechten worden gegeven als aan de Fransche taal in de Waalsche provinciën.

» Wij meenden niet dat, om aan de rechtmatige eischen der Vlamingen recht te laten wedervaren, het noodig was zoo ver te gaan. Wij hebben dus, voor elken der drie takken van het bestuur, het gebruik van de Vlaamsche taal beperkt tot die akten, waarbij de inwoners een rechtstreeksch belang hebben ze te kennen, en tot die stukken welke de burger, naar luid van de wet, altijd moet kunnen raadplegen.

» De gemeente en de provincie blijven dus vrij de taal te gebruiken, welke hun past, zoo voor de beraadslagingen in de raden en de colleges, voor de briefwisseling met andere overheden, wanneer deze zich niet van de

Vlaamsche taal bedienen, als voor de betrekkingen met hunne beambten, hunne advocaten, hunne aannemers, met een woord, met al de personen die met deze besturen slechts private betrekkingen hebben.

» Ongetwijfeld is het, op grond van artikel 23 der Grondwet, den wetgever toegelaten, zich met deze betrekkingen te bemoeien en het taalgebruik in deze te regelen; doch de noodzakelijkheid van eene regeling dringt zich hier minder sterk op, en waarschijnlijk is het, dat, wanneer het gebruik van het Vlaamsch in de betrekkingen van de besturen met de bijzonderen en het publiek algemeen ingang zal hebben gevonden ten gevolge van de wet, de onderlinge betrekkingen der overheden en die met hunne bedienden op zulke wijze zullen gebeuren, dat zij geen aanleiding tot klachten geven.

» Wat het hoofdbestuur betreft, meenden wij u slechts het volstrekt noodzakelijke te moeten voorstellen. Misschien zal het later gepast zijn na te gaan of het niet van groot nut zijn zou, het officieel gedeelte van het *Staatsblad* in de beide talen bekend te maken. Het spreekt vanzelf dat men door « hoofdbestuur » slechts dient te verstaan de bureelen der Ministeriën, en dat de ambtenaren der verschillende diensten, die in de Vlaamsche provinciën verblijven, gehouden zullen zijn het Vlaamsch te gebruiken in hunne betrekkingen met het publiek, en, indien het hun wordt gevraagd, met de provinciale overheden, de gemeenteoverheden en de bijzondere personen.

» Door artikel 2 wordt een bijzondere regeling voorgeschreven voor de stad Brussel en voor de groep voorsteden, welke gewoonlijk worden aangeduid onder de benaming van « Brusselsche agglomeratie ».

» Het volstaat de besprekingen, die aan de stemming over de wet van 17 Augustus 1873 voorafgingen, te herlezen om er van overtuigd te zijn dat niet ééne van de beschouwingen, waardoor de uitzondering voor de Hoven van Brussel op gerechtelijk gebied werd gewettigd, kan worden aangevoerd om eene dergelijke uitzondering te billijken op bestuursgebied.

» Wat ons echter er toe bracht, de Brusselsche groep niet te onderwerpen aan de verplichtingen welke aan de zuiver Vlaamsche gemeenten zijn opgelegd, is het feit, dat de Franssprekende bevolking, al is zij er op verre na de meerderheid niet, er niettemin talrijk voorkomt en er een ruim deel neemt in het openbaar leven.

» Het Fransch zal er dus bij voortdoor de officieele bestuurstaal blijven, tenzij het bestuur daarover anders beslist. Echter zullen de akten, waarvan de ingezetenen in het algemeen het recht hebben of er belang bij hebben kennis te nemen, van eene vertaling vergezeld zijn en de inwoners, die met de bestuurstaal minder vertrouwd mochten zijn, zullen met de gemeenteoverheden kunnen handelen, zonder een taalman te moeten doen optreden.

» Het ware eene vergissing, Mijne Heeren, te onderstellen dat de toepassing der bij de artikelen 1 en 2 vermelde maatregelen enig bezwaar zal opleveren. Voor het hoofdbestuur, evenals voor de Brusselsche agglomeratie zal het volstaan een gering getal vertalers aan het bestaande personeel der bureelen toe te voegen; daaruit volgt dat de lasten, waartoe deze maatregelen aanleiding kunnen geven, slechts eene betrekkelijk gering uitgave op de Begrooting zullen bedragen.

» Wij zeggen dat de uitgave gering zijn zal ; doch, al mocht zij zelfs min of meer aanzienlijk zijn, dan toch hopen wij dat in eene Belgische Kamer niet één lid zoo weinig vrijzinnig zijn zal om het kostbaarste, het meest ontegensprekelijk recht van den ingezetene of, beter gezegd, het recht zonder welks volle uitoefening geen vrij burger denkbaar is, te ontkennen om eene quaestie van geld.

» In de Vlaamsche provinciën en gemeenten zal de tenuitvoerlegging der wet, welke wij de eer hebben u voor te stellen, geen aanleiding geven tot ernstige bezwaren. Ten hoogste zal zij sommige weinig billijke belangen kunnen krenken en sommige gewoonten storen ; doch het verzet, zoo er verzet komt, zal aldra wegvallen. Hier spreken wij uit ervaring. Sedert enkelen tijd heeft de provincie Antwerpen beslist dat het Vlaamsch de officieele bestuurstaal zijn zou, en sedert jaren reeds werd dezelfde beslissing genomen voor sommige steden, waaronder wij met genoegen Antwerpen en Aalst in de eerste plaats kunnen vermelden. De verandering geschiedde zonder aanstoot, zonder krenking en zonder de minste wijziging in het personeel noodig te maken.

» Dat zal overal het geval zijn. Reeds in tal van provinciën en gemeenten geldt het als regel, dat beide talen worden gebruikt voor de betrekkingen met het publiek en, volgens het geval, een van beide voor de betrekkingen met de bijzonderen.

» Artikel 3, dat trouwens door artikel 4 is verruimd, laat toe dat in deze geen nieuwigheid dient te worden ingevoerd. De eenige wijziging, welke in den bestaanden staat van zaken dient te worden gebracht, is dat aan de moedertaal der Vlaamsche bevolking de voorrang wordt teruggeschonken, dien zij nooit had moeten verliezen.

» Dienaangaande zij het ons veroorloofd, te doen opmerken dat de onder-teekenaars van het ontwerp, er naar strevende om aan de groote meerderheid der Belgen het gebruik van een onaantastbaar recht terug te schenken, er tevens op bedacht waren, de belangen van hunne Waalsche medeburgers, die de provinciën bewonen waar de wet zal worden toegepast, in de mogelijke mate te ontzien.

» Naar luid van artikel 4 kan voldoening worden geschonken aan een bijzondere, die het Vlaamsche land bewoont en vraagt dat de overheden zich, wat hem betreft, van de Fransche taal bedienen.

» Wordt daarin niet gezegd dat de overheden aan dit verlangen recht moeten laten wedervaren, dan is het omdat men door het opleggen van dergelijke verplichting, in sommige gevallen, het onmogelijke zou eischen ; vele van onze plattelandsche besturen zouden immers geene andere dan de Vlaamsche taal kunnen gebruiken.

» Wij zijn, overigens, er van overtuigd dat, overal waar men aan de vraag van een Waal, die in de Vlaamsche provinciën is gevestigd, zou kunnen voldoening schenken, men er zich op toeleggen zal het te doen. De Vlamingen hebben de bezwaren, voortvloeiende uit het feit, dat de belanghebbenden bestuursakten niet kunnen verstaan, te zeer gevoeld om hunne Waalsche medeburgers daarvan niet vrij te stellen, telkens als dit zal mogelijk zijn.

» Uit de maatregelen welke wij, in het hart van Vlaanderen, treffen ten behoeve van de ingezetenen die liever de Fransche taal gebruiken — maatregelen waarvoor wij zelfs geene wederkeerigheid eischen —, blijkt dat wij hoegenaamd niet wenschen, het recht der Vlamingen buiten het streng noodzakelijke te doen gelden.

» De artikelen 5 en 6 zijn slechts aanvullende artikelen en dienen niet gewettigd te worden.

» Eindelijk, opdat de overigens gemakkelijke uitvoeringsmaatregelen vrij kunnen getroffen worden, bepalen wij, bij artikel 7, dat de wet in werking treden zal met ingang van den 1ⁿ Januari na hare bekendmaking.

» De onderteekenaars van het wetsvoorstel zijn er van overtuigd, dat de Kamer er prijs zal op stellen het gebruik van de Vlaamsche taal in bestuurszaken behoorlijk te regelen, zooals zij het deed in gerechtelijke zaken. Dank zij de gematigdheid van hun voorstel, meenen zij haar het volvoeren van hare taak te hebben verlicht. »

IV.

In het oorspronkelijk voorstel van den heer De Laet c. s. hebben wij nochtans de volgende wijzigingen gebracht :

1. In artikel 1, littera *A, B, C*, hebben wij aan de opsomming der stukken of der zaken, die in het Vlaamsch moeten opgesteld of behandeld worden, doen voorafgaan het woord *namelijk* om beter te doen uitschijnen op welk beginsel het voorstel steunt, namelijk. dat voor de Vlamingen en voor het Vlaamsche land de zaken in de taal van het volk moeten worden behandeld. De opsomming is niet beperkend meer ; zij wordt in de wet opgenomen slechts bij wijze van voorbeeld.

2. In het begin van § C van artikel 1 voegen wij de woorden bij, waaruit blijken zal dat de ontworpen wet niet enkel moet nagelceefd worden door de middenbesturen van den Staat, maar ook door al de middenbesturen die door den Staat ingericht zijn of onder toezicht van den Staat staan, zooals, bij voorbeeld, de Nationale Bank, de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen, de Nationale Maatschappij der waterleidingen voor drinkbaar water, enz.

3. Aan het slot van § C van hetzelfde artikel 1 wordt eene zinsnede toegevoegd om zonder eenigen mogelijken twijfel te doen uitschijnen dat, wanneer leden van de rechterlijke macht of van het leger optreden in bestuurszaken, zij ook verplicht zijn de wet na te leven.

LIONEL PUSSEMIER.

WETSVOORSTEL

betreffende het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken.

EERSTE ARTIKEL.

In de provinciën Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg, in het arrondissement Leuven en, behoudens de uitzonderingen bepaald bij artikel 2, in het arrondissement Brussel, wordt de Vlaamsche taal gebruikt :

A. Door de gemeenten, namelijk voor de akten van den burgerlijken stand, de gemeenteverordeningen, de verslagen der vergaderingen van den gemeenteraad en van het schepencollege, de processen-verbaal van de politie, de verscheidene bekendmakingen, de bestuursbriefwisseling en voor alle akten, welke de ingezetenen in 't algemeen aanbelangen ;

B. Door de provinciën, namelijk voor de provinciale verordeningen, de verslagen der vergaderingen van den provincialen raad en van de Bestendige Deputatie, de verscheidene bekendmakingen, de bestuursbriefwisseling met de bijzonderen, de gemeentebesturen en de andere besturen die zich in hunne officieele betrekkingen bedienen van de Vlaamsche taal, en voor alle akten, welke de ingezetenen in 't algemeen aanbelangen ;

C. Door de middenbesturen van den Staat en door de besturen die onder het toezicht van den Staat staan of door den Staat zijn inge-

PROPOSITION DE LOI

concernant l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

ARTICLE PREMIER.

Dans les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale, de l'arrondissement de Louvain et, sauf les réserves mentionnées à l'article 2, dans celui de Bruxelles, la langue flamande sera employée :

A. Par les communes, notamment pour les actes de l'état civil, les règlements communaux, les procès-verbaux des séances du conseil communal et du collège échevinal, les procès-verbaux de police, les publications diverses, la correspondance administrative et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants ;

B. Par les provinces, notamment pour les règlements provinciaux, les procès-verbaux des séances du conseil provincial et de la députation permanente, les publications diverses, la correspondance administrative avec les particuliers, les communes et autres administrations, qui, dans leurs relations officielles, font usage de la langue flamande, et pour tous actes qui intéressent la généralité des habitants ;

C. Par les administrations centrales de l'État et par les administrations soumises à la surveillance de l'État ou organisées par l'État,

richt, namelijk voor de berichten, aanwijzingen en inlichtingen welke zij aan het publiek geven door middel van omzendbrieven, plakbrieven of opschriften, de briefwisseling van de beambten, van de ambtenaren en van alle aangestelden door den Staat bezoldigd, in bestuurlijke, rechterlijke en militaire aangelegenheden, met de bijzonderen, de provinciën, de gemeenten en de andere besturen welke zich, in hunne officieele betrekkingen, van de Vlaamsche taal willen of zullen bedienen.

ART. 2.

De Provincie Brabant, de Stad Brussel, de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Sint-Gillis, Elsene, Sint-Joost-ten-Noode, Laken, Sint-Jans-Molenbeek en Schaarbeek, alsook de beambten die er van afhangen, mogen de verslagen van de vergaderingen der verscheidene raden en colleges, de verordeningen en andere akten der bestuursoverheid in het Fransch opstellen. In dit geval wordt bij de stukken eene Vlaamsche vertaling gevoegd.

Niettemin moeten de berichten, aanwijzingen en inlichtingen, door middel van omzendbrieven, plakbrieven of opschriften gegeven, in de twee talen luiden en de bestuursbriefwisseling der beambten en ambtenaren met de bijzonderen of met de besturen in de Vlaamsche taal geschieden ingeval die particulieren of besturen zulks vragen.

ART. 3.

In de bij artikel 1 vermelde provinciën staat het den overheden vrij de bestuursakten en bestuurs-

notamment pour les avis, indications et renseignements qu'elles donneront au public par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions, la correspondance des employés, des fonctionnaires et de tous autres agents rémunérés par l'État, en matière administrative, judiciaire et militaire, avec les particuliers, les provinces, les communes et les autres administrations qui, dans leurs relations officielles, entendent faire usage ou feront usage de la langue flamande.

ART. 2.

La province de Brabant, la ville de Bruxelles, les communes d'Anderlecht, Etterbeek, Saint-Gilles, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Laeken, Molenbeek-St-Jean et Schaerbeek et les employés qui en dépendent, pourront rédiger en français les procès-verbaux des séances des séances des divers conseils et collèges, les règlements et autres actes de l'autorité administrative. En ce cas, ces documents seront accompagnés d'une traduction flamande.

Néanmoins, les avis, indications et renseignements donnés par la voie de circulaires, affiches ou inscriptions seront publiés dans les deux langues et la correspondance administrative des employés et fonctionnaires avec les particuliers ou les administrations se fera en langue flamande, si ces particuliers ou administrations le demandent.

ART. 3.

Dans les provinces dénommées à l'article 1^{er}, il sera toujours loisible aux autorités de traduire en fran-

stukken in het Fransch te vertalen en in beide talen te gelijk bekend te maken.

ART. 4.

Wordt door een particuliere gevraagd dat de hem betreffende akte in het Fransch worde opgesteld, dan zal dit mogen geschieden.

ART. 5.

De voorschriften, voorkomende in littera A, artikel 1, zijn toepasselijk op de gemeenten der provinciën Henegouw en Luik, waar het Vlaamsch de door de algemeenheid der inwoners gesproken taal is.

ART. 6.

In de gemeenten der bij artikel 1 vermelde provinciën, waar de Fransche taal die van de algemeenheid der inwoners is, worden de bestuurszaken in die taal behandeld.

ART. 7.

Deze wet wordt verbindend met ingang van den 1^o Januari na hare bekendmaking.

çais et de publier simultanément dans les deux langues les actes et documents administratifs.

ART. 4.

Lorsqu'un particulier demandera que l'acte qui le concerne soit rédigé en français, il pourra en être ainsi.

ART. 5.

Les prescriptions comprises dans le littera A, article 1^{er}, sont applicables aux communes des provinces de Hainaut et de Liège, où le flamand est la langue parlée par la généralité des habitants.

ART. 6.

Dans les communes des provinces mentionnées à l'article 1^{er}, où la langue française est celle de la généralité des habitants, les affaires administratives seront traitées en cette langue.

ART. 7.

La présente loi sera obligatoire le 1^{er} janvier qui suivra sa publication.

Lionel PUSSEMIER.

A. VAN CAUWENBERGH.

J.-M. VERACHTERT.

R. COLAERT.

G. ROYERS.

Edmond DOMS.

